



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE N° 003280 AONO/MINJUSTICE /CIPM/2025 DU
POUR LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU BATIMENT ABRITANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE YAOUNDE (MENDONG)

02 MAI 2025**1. Objet de l'Appel d'Offres**

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail en vue d'impacter qualitativement et quantitativement le rendement des personnels, le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, lance pour le compte du Ministère de la Justice un Appel d'Offres National Ouvert en vue de l'exécution, des travaux de réhabilitation du bâtiment abritant le Tribunal Administratif de Yaoundé (Mendong).

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

I- Bâtiment principal :

- 1- Les travaux préparatoires ;
- 2- les travaux de maçonnerie et d'élévation ;
- 3- les travaux de couverture et de charpente ;
- 4- les travaux de menuiserie bois ;
- 5- les travaux de menuiserie aluminium ;
- 6- les travaux d'électricité et de climatisation ;
- 7- les travaux de plomberie sanitaire ;
- 8- les travaux de revêtement des sols et des murs ;
- 9- les travaux de peinture.

II- Guérite – aménagement extérieur et clôture :

- 1- Les travaux de maçonnerie et d'élévation ;
- 2- les travaux de toiture terrasse des guérites ;
- 3- les travaux de menuiserie métallique ;
- 4- les travaux de peinture ;
- 5- les travaux d'aménagement extérieur et de clôture.

3. Allotissement

Les travaux relatifs au présent appel d'offres sont regroupés en un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux relatifs au présent Appel d'Offres est de quarante-cinq millions (45 000 000) FCFA TTC.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de cinq (5) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Entreprises et groupement Entreprises de droit Camerounais ayant des compétences et une expérience avérée dans le domaine de construction des bâtiments et des travaux publics.

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Justice exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire N°59 08 050 01 34 0010 523111

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréé par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des Marchés publics dont la liste figure dans le DAO, dont le montant s'élève à neuf cent milles (900 000) FCFA, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Il doit être assorti d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et de Consignations (CDEC). L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque



de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre de cautions dans le cadre des Marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement en version physique à la Direction des Affaires Générales du Ministère de la Justice, Service des Marchés Publics porte 410, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

11 Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (DAG) du Ministère de la Justice, Porte 410, dès publication du présent avis contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cinquante mille (50 000) Francs CFA, payable au trésor public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **05 JUIN 2025** date limite de réception des offres à **12** heures limite.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible, (copie de sauvegarde) en plus de la mention **Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence** N° **003280** /MINJUSTICE/CIPM/2025 du **02 MAI 2025** pour les travaux de réhabilitation du bâtiment abritant le Tribunal Administratif de Yaoundé (Mendong) dans les délais impartis pour la soumission en ligne.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Méga Octets (MO) pour l'Offre administrative ;
- 15 (MO) pour l'Offre technique ;
- 5 (MO) pour l'Offre financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné

N.B : L'original physique du Cautionnement de soumission et la quittance d'achat du DAO doivent parvenir sous pli fermé au Ministère de la Justice, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics porte 410, dans les délais de la soumission en ligne

13. Recevabilité des plis

Sont irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux date et heure limite de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréé par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et a lieu le **05 JUIN 2025** à **13** heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de la Justice dans la salle de Conférences sise au troisième étage du bâtiment central.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dument mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces requises du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (3) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 h, la Commission l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

15.1.1 : Pièces administratives :

- 1- Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- 2- non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- 3- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées.

15.1.2 : Offres techniques :

- 1- absence de l'attestation de visite de site ;
2. fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées.

2-absence d'un conducteur des Travaux répondant aux conditions suivantes:

- copie certifiée conforme du diplôme de Technicien Supérieur de Génie-Civil (Bac+2 au moins) ;
- C.V daté et signé ;
- expérience générale dans le Génie-Civil de cinq (5) ans au moins;
- expérience comme conducteur des travaux dans le domaine du bâtiment deux (2) ans au moins ;
- avoir déjà réalisé au moins un (1) projet de construction ou réhabilitation d'un bâtiment;
- attestation de disponibilité datée et signée.

- 3-absence d'au moins une référence dans les conditions prévues dans le RPAO;
- 4-absence de la capacité préfinancement d'un montant de vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA ;
- 5-absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 6-absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 7- non-respect de 75% des critères essentiels (25 oui sur 33 renvoyant au seuil de qualification de l'offre technique).

15.1.3 Offre financière

- 1- fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- 2-absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- 3-absence d'un élément de l'offre financière (soumission, Bordereau des Prix Unitaires, Devis Quantitatifs et Estimatifs et sous détail de prix).

15.1.4 Critères éliminatoires d'ordre général

- 1- Non-respect du format de fichier des offres ;
- 2- non-production du CCAFP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention lu et approuvé ;
- 3- absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois (3) dernières années.

15.2. Critères essentiels

Ces critères essentiels à la qualification des soumissionnaires portent à titre indicatif sur :

- La présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la qualification et expérience du personnel;
- le matériel et la logistique;
- la méthodologie le planning.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins distante après application des remises proposées le cas échéant.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant soixante (60) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de Justice, Service des Marchés Publics porte 410 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le MO au numéro 222 239 063

Copies :

- MINMAP;
- ARMP;
- Présidente CIPM;
- Affichage chrono.

Yaoundé, le 02 MAI 2025

PAR ORDRE
LE DIRECTEUR DES AFFAIRES
GÉNÉRALES

NSENG-ELANG
Marie Claire Dieudonnée
Magistrat H H 1^{er} Groupe



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
UNDER URGENCY PROCEDURE No 003280 /ADND MINJUSTICE /CIPM/2025 OF 02 MAI 2025
FOR THE REHABILITATION OF THE BUILDING HOSTING THE YAOUNDE ADMINISTRATIVE COURT (MENDONG)

1. Subject of the Invitation to Tender

In order to improve on the working conditions and the output of the personnel, both quantitatively and qualitatively, the Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals, hereby launches on behalf of the Ministry of Justice, on open national invitation to tender for the rehabilitation of the building hosting the Yaounde Administrative Court (Mendong).

2. Scope of Works

The works include:

I- Main building:

- 1- Preliminary works;
- 2- masonry and building;
- 3- covering and structure ;
- 4- wood carpentry;
- 5- aluminium carpentry;
- 6- electricity and air conditioning;
- 7- plumbing;
- 8- Floor and wall covering
- 9- painting.

II- Gate house-outside layout and fence

- 1- masonry and building;
- 2- flat roofs of gate houses;
- 3- metal carpentry;
- 4- painting;
- 5- outside layout works and fence.

3. Allotment

The works of this Invitation to Tender shall be carried out in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the works relating to this Invitation to Tender is CFAF forty-five million (45,000,000) all taxes included.

5. Estimated execution deadline

The execution deadline set by the Project Owner for the completion of the works of this invitation to tender shall be five (5) calendar months. It shall run from the notification of the service order for commencement of works.

6. Participation and Origin

Participation in this National Invitation to Tender is open to firms or groups of firms located in Cameroon with capacities and proven experience in construction and public works.

7. Financing

The works of this Invitation to Tender are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Justice for the 2025 Financial Year, budget line No. 59 08 050 01 34 0010 523111

8. Bidding

Within the framework of this invitation to tender, bidding shall be done online.

9. Bid Bond

Each bidder shall include, in addition to administrative documents, a hand-signed and stamped provisional guarantee of CFAF nine hundred thousand (900,000) issued by a banking institution authorized by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts a list of which appears in the Tender File and valid for a period of thirty (30) days beyond the original date of the validity of tenders. The bid bond shall go with a receipt issued by the Deposit and Consignment Fund. Any offer lacking a bid bond issued by a first class banking institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts shall be rejected. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted. Any bid bond submitted by a bidder during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of tender file

The hard copy of the Tender File can be consulted free of charge at the Department of General Affairs of the Ministry of Justice Public Contracts Service, Room 410, upon publication of this tender notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts.cm> and on the website of ARMP (www.arpmp.cm).

11 Acquisition of tender file

The hard copy of the tender file may be obtained during working hours at the Department of General Affairs

(DAG) of the Ministry of Justice, Room 410, upon publication of this notice and upon payment into the public treasury of a non refundable fee of CFAF fifty thousand (50,000) for the purchase of the tender file.

It is also possible to freely download the digital version of the file on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>. However, bidders must pay the tender file purchase fee to bid online.

12. Submission of bids

Bids shall be submitted online exclusively. Each bid drafted in English or French shall be submitted on the COLEPS platform latest

on 5 JUN 2025 at 12 am

A back-up copy of the bid saved in a USB drive or a CD/DVD shall be forwarded in a sealed envelope bearing the information "back-up copy" written in a clear and legible way, as well as: "Open national invitation to tender under urgency procedure

for the rehabilitation of the building hosting the Yaounde Administrative Court (Mendong) within the prescribed deadline for online bidding.

File size and format

For online bidding, the documents to be submitted on the platform shall have the following maximum sizes:

- 5 Mo for the administrative offer;
- 15 Mo for the technical offer;
- 5 Mo for the financial offer.

The following formats shall be accepted:

- PDF format for texts;
- JPEG for Images.

Where necessary, each candidate shall make sure to use a file compression software to reduce the size of files to be forwarded. In case of malfunctioning of the COLEPS platform, failure to present the back-up copy shall lead to the rejection of the bid of the candidate concerned.

N.B: The original hard copy of the bid bond and of the tender file purchase receipt shall be sent within the online submission deadline in a sealed envelope at the Department of General Affairs of the Ministry of Justice, Public Contracts Service, Room 410.

13. Tender Compliance

The following shall be rejected by the Project Owner:

- bids bearing the identity of the bidder;
- bids submitted after the deadline;
- bids not in compliance with the submission method;
- bids not bearing information on the Invitation to tender.

Any offer not in keeping with tender requirements shall be rejected. Especially, any offer lacking a bid bond issued by a banking institution authorized by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts or non-compliant with the samples of the tender file shall be rejected without any remedy. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted.

14. Opening of bids

Tenders shall be opened in a single phase at the Conference Room of the Ministry of Justice, located at the third floor of the main building of the Ministry of Justice by the Ministry's Tender Board.

Only bidders or their duly mandated representatives (in the case of a group of firms) shall attend this opening session.

In keeping with the requirements of the Special Tender Regulation and under pain of rejection, documents of the administrative file shall be submitted in originals or copies certified true by the issuing service or the competent administrative authority. They shall be less than three (3) months from the initial date of submission of bids or be established before the date of signature of the invitation to tender.

In case of absence or non-compliance of a document of the administrative file during the tender opening session, after a deadline of 48 hours granted by the Board, the offer shall be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminatory Criteria

15.1.1 : Administrative documents

- 1- Absence or non-compliance of the bid bond at the tender opening session;
- 2- failure to submit a document of the administrative file deemed non-compliant or lacking during the tender opening session beyond the deadline of 48 hours after the opening of bids (except the bid bond).
- 3- false declarations, fraudulent schemes, or forged documents.

15.1.2 : Technical offer

- 1- Absence of an attestation of site visit;
2. false declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
3. Non-compliance with the following requirements relating to the project manager:
 - Certified true copy of the Diploma of Senior Civil Engineering Technician (BAC + 2 at least)
 - Dated and signed CV;
 - general experience of at least five (5) years in civil engineering;
 - experience of at least two (2) years as Project Manager of Civil Engineering works;
 - having executed at least one (1) project relating to the construction or rehabilitation of a building;
 - dated and signed certification of availability.
 - absence of at least one reference in the conditions laid down in the RPAO;
- 4- absence of capacity to pre-finance to the tune of at least CFAF twenty-five million (25,000,000).
- 5- absence of a dated and signed integrity charter;
- 6- Absence of a declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- 7- Failure to meet 75% of essential criteria (25 yes over 33, qualification threshold of the technical offer);

15.1.3 Financial offer

- 1- false declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- 2- absence of a quantified unit price in the financial offer;
- 3- absence of an element of the financial offer (bid, unit price schedule, bill of quantities, cost estimate, and detailed breakdown of prices).

15.1.4 General eliminatory criteria

- 1- Non-compliance with the format of offers submitted online;
- 2- absence of the Specific Administrative Clauses (CCAP) with each page initialled and signed by the bidder, with the inscription "read and approved";
- 3- absence of a sworn statement of non-abandonment of construction sites during the past three (3) years.

15.2. Essential criteria:

These essential criteria for the qualification of bidders relate to:

- the presentation of the offer;
- references of the bidder;
- qualification and experience of the supervisory staff;
- equipment and logistics;
- methodology and planning.

16. Contract award

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose offer will have been established as compliant with the tender file, who has the required technical and financial capacity to execute the contract in a satisfactory way and whose offer shall be evaluated as the lowest after applying the suggested discounts where necessary.

17. Tender validity

Bidders shall be bound by their tenders for a period of sixty (60) days with effect from the tender submission deadline.

18. Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410 or online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight against corruption and poor practices

For any complaint relating to corruption or poor practices, please call CONAC using 1517 or call or text a message to the Ministry of Public Contracts (MINMAP) using the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or the PO using 222 239 063.

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- Chairperson MTB;
- Posting/Chronological file

